

■ Animée dès l'enfance par les valeurs de justice sociale et d'équité économique que prône la République, Catherine Barbaroux a longtemps œuvré au service des plus humbles désireux d'entreprendre. Aujourd'hui à la tête de l'Adie, association solidaire, elle poursuit cette mission d'intérêt général. Portrait d'une femme qui sait convaincre. ■

# Catherine Barbaroux

## La citoyenne

PATRICIA COIGNARD, PHOTO : CHRISTOPHE MAJANI D'INGUIMBERT POUR PHOTOTHÈQUE VEOLIA

« **A**s-tu fait quelque chose d'utile aujourd'hui ? ». Pendant toute son enfance, tel un rituel, le père de Catherine Barbaroux – ancien mineur des Asturies immigré en France pendant la guerre d'Espagne de 1936 – s'enquerrait chaque soir des initiatives menées par sa fille au service d'autrui. Façonnée par ce sens familial aigu du collectif, élevée dans le culte de l'école et de l'éducation populaire, Catherine Barbaroux a « par une succession de hasards professionnels » mené une brillante et audacieuse carrière au service de l'intérêt général et de l'emploi. Pas étonnant, donc, qu'à l'aube de prendre sa retraite en 2010, elle accepte de siéger bénévolement au conseil d'administration de l'Adie – l'association pour le droit à l'initiative économique –, principale structure française d'octroi de microcrédits pour les personnes exclues du système bancaire et du marché du travail désireuses de créer leur entreprise. « Une façon de rendre à la République ce que j'ai reçu. » L'année suivante, Maria Nowak, l'emblématique fondatrice et présidente de l'Adie, lui propose de prendre sa succession.

**Combattre les préjugés** Ces deux femmes de caractère et de convictions se connaissent depuis 1999.

À cette époque, la blonde Maria Nowak interpelle « assez frontalement » la brune Catherine Barbaroux, qui œuvre aux côtés de Martine Aubry au ministère de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité. « Elle déplorait la vénération que nous avions pour le statut de salarié comme seul dispositif de retour sur le marché du travail. Elle soutenait que la création d'activité demeurait un outil sous-estimé au sein des politiques publiques », se remémore Catherine Barbaroux. « Ses propos ont agi sur moi comme un révélateur: je venais d'un univers où l'on croyait à l'État-providence, au progrès social et à la transformation collective de la société. Au fond, Maria m'a dérangée dans mes convictions. À ce moment-là l'Adie a ouvert chez moi un autre champ des possibles. » Pourtant, jamais elle n'aurait imaginé en prendre la présidence treize ans plus tard: « Je n'avais jamais côtoyé le secteur bancaire avant ! » La passation de pouvoir au sein de l'association reconnue d'utilité publique s'opère naturellement, les deux femmes partageant des valeurs communes qui ont guidé leurs actions depuis trois décennies: « Combattre les préjugés et une vision étriquée de la société, en aidant les exclus du système à renouer avec leur capacité à rebondir et à affronter un destin contraire ». Dont acte. ■■■■





■■■■ **Ancrer l'Adie dans le monde d'aujourd'hui** Après deux ans de présidence de l'Adie, Catherine Barbaroux, même si elle s'en défend, peut s'enorgueillir d'un bilan d'étape réussi. Le plan stratégique destiné à doubler l'accompagnement de créateurs d'entreprises à l'horizon 2015 porte ses fruits. L'Adie, « en légère perte de vitesse il y a trois ans, a renoué avec une croissance moyenne de 8 à 10 % par an », constate Catherine Barbaroux. Réorganisation interne, renforcement des partenariats publics et privés (avec la Fondation Veolia Environnement, notamment), ouverture de nouvelles antennes, rapprochement avec les relais prescripteurs de microcrédits au sein des territoires (Pôle emploi, centres d'action sociale des mairies, missions locales) et des grandes associations caritatives (ATD Quart Monde, Secours populaire...), « l'Adie s'est bâti une notoriété de proximité pour toucher directement ses clients cœur de cible ». Dans le même temps, elle a troqué son image trop peu lisible de pionnier français du microcrédit pour celle d'une marque de référence dynamique. Nouvelle identité visuelle, nouvelle signature (« Le microcrédit pour créer sa boîte »), nouvelle campagne de publicité: l'Adie a réussi sa mue.

**Double culture** Pour y parvenir en à peine deux ans, il a fallu toute la force tranquille et l'expérience assez inédite en France de celle qui, depuis 1975, alterne par séquences de cinq ans les responsabilités dans les secteurs public et privé. Entre 1986 et 1993, son incursion dans le monde de l'entreprise, à la DRH de Prisunic puis du groupe PPR\*, a été un réel défi. « Femme, de gauche, issue des cabinets ministériels, sans aucune expérience dans le privé, je cumulais les handicaps face à des managers qui m'attendaient au tournant. » Chaque fois, elle a su convaincre, rallier à sa cause, faire bouger les lignes. À ce niveau de responsabilités, son parcours demeure singulier. Il a nourri ses envies de « transformation de la société », tout en

lui procurant une compréhension profonde des ressorts de la performance des entreprises et des arcanes des politiques publiques, matrices de toutes les dynamiques de croissance. « Je regrette que cette double culture soit si peu répandue en France : elle invite à une remise en question salutaire et profitable. L'homogénéité sociale est dramatique, elle cloisonne les compétences et les synergies. » Jamais tentée par l'aventure individuelle de la création d'entreprise (« j'ai trop besoin du collectif pour m'épanouir »), elle donne à la présidence de l'Adie le « meilleur des deux mondes ». « Adie addict », comme elle aime à le préciser, elle sillonne la France et quelques pays d'Europe pour « faire tourner la machine » et puiser dans chaque porteur de projet rencontré « un optimisme extrêmement régénérant ». C'est aussi d'emblée l'impression qu'elle laisse à tous ceux qui croisent son chemin. ■

\* devenu Kering en juin 2013

■ **L'Adie** Créée en 1989 sur le modèle de la Grameen Bank de Muhammad Yunus au Bangladesh, l'association pour le droit à l'initiative économique (Adie) est un sas d'intégration sociale et professionnelle pour les micro-entrepreneurs n'ayant pas accès au crédit bancaire, et plus particulièrement les chômeurs et les allocataires des minima sociaux. Elle accompagne dans la durée ces porteurs de projet de création d'entreprise. L'Adie dispose non seulement d'un réseau en France mais opère également en Belgique, au Kosovo et en Tunisie. ■

■ **La Fondation Veolia aide l'Adie** En six ans, une vingtaine d'Espaces Adie ont pu voir le jour sur l'ensemble du territoire grâce à la Fondation. Cette dernière a contribué récemment au développement d'un site d'octroi de microcrédits et d'un programme de micro-franchise solidaire. Prochainement, elle soutiendra Créajeunes, un parcours de formation et de coaching destinés aux moins de 30 ans exclus du marché du travail et du système bancaire classique. ■

**BIO EXPRESS**

- 1970 : diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris
- 1975 : intègre l'Assemblée nationale en tant que secrétaire générale adjointe du groupe parlementaire PS-MRG (Parti socialiste-Mouvement des radicaux de gauche)
- 1983 : directrice de cabinet de Michel Crépeau au ministère du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme
- 1986 et 1993 : directrice des ressources humaines de Prisunic,

- puis des ressources humaines et de la communication du groupe Printemps Redoute (devenu PPR puis Kering en 2013)
- Fin 1999 : nommée déléguée générale à l'Emploi et à la Formation professionnelle au ministère de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité par Martine Aubry, ministre en fonction
- 2005-juillet 2010 : rejoint le conseil régional d'Île-de-France en tant que directrice générale des services

**CHIFFRES CLÉS**

**2012**

**13 000** personnes financées, **450** salariés et plus de **1 300** bénévoles, **9 492** emplois créés et **5 559** emplois maintenus.

**Depuis 1989**

+ de **120 000** microcrédits accordés, + de **89 000** entreprises créées.